

GRET

Traite du matin dans
un hameau du Waalo

© Kamikazz

LE PROJET EN CHIFFRES

- 64 villages dans 5 communes
- 1 500 exploitations familiales
- Un réseau de 22 élevages pilotes dont 4 gérés par des femmes, en lien avec 48 groupes villageois
- 64 animateur-trice-s villageois-e-s relais formé-e-s
- 22 centres de proximité devenus des pôles de la coopérative des producteurs laitiers
- 726 apprenant-e-s de l'alphabétisation, dont 83 % de femmes
- 856 personnes impliquées dans des initiatives économiques, dont 98 % de femmes

Des exploitations agropastorales plus résilientes et une filière lait renforcée

➤ **Projet Asstel, mis en œuvre par le Gret et ses partenaires sur le territoire de Dagana depuis 2012**

L'élevage constitue une activité majeure dans le département de Dagana, dans le nord du Sénégal. La communauté d'éleveurs, majoritairement d'ethnie peuhle, y est pourtant confrontée à des conditions climatiques difficiles qui freinent le développement de la production laitière.

Pendant longtemps, les petites quantités de lait produites étaient généralement autoconsommées et commercialisées dans les marchés ruraux; les revenus issus de la vente du lait étaient donc très faibles. L'installation de la Laiterie du Berger en 2006 a permis d'amorcer une dynamique de valorisation du lait issu des exploitations familiales et a, par conséquent, été l'élément déclencheur de l'évolution de la situation laitière dans le département. En l'espace de quelques années, la production et la productivité ont nettement progressé grâce aux multiples interventions de différents acteurs sur les plans technique, institutionnel et organisationnel.

Ainsi, depuis 2011, le Gret et ses partenaires – l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess), l'Agence régionale de développement de Saint-Louis (ARD) et l'Association sud-ouest pour le développement international agricole (Asodia) – appuient, dans le cadre du projet Asstel, la structuration de la filière et accompagnent les exploitations familiales d'élevage dans l'amélioration de leurs conditions d'existence. Le projet vise une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et participe à la résilience des exploitations familiales d'élevage dans le département de Dagana. La stratégie d'intervention repose sur quatre volets :

- l'appui aux techniques de production d'élevage;
- la socio-économie et la résilience des exploitations familiales d'élevage;
- les services collectifs d'appui à la structuration de la filière laitière;
- la concertation interprofessionnelle et territoriale.

Situation avant le démarrage du projet

Le département de Dagana est marqué par un système d'élevage extensif où la vente de lait permet de couvrir 25 % des besoins alimentaires, dans une zone où l'insécurité alimentaire touche 55 % des ménages. Celle-ci était perceptible sur une grande partie du territoire, surtout dans le Jeeri, éloigné du fleuve Sénégal où les conditions sont beaucoup plus difficiles.

Face aux conditions climatiques qui constituent un frein au développement de la production laitière, notamment la pluviométrie faible (moins de 200 mm) et très variable ainsi que les difficultés d'abreuvement et d'alimentation du bétail, les éleveurs partent parfois très tôt en transhumance, après la saison des pluies, sur de longs mois vers le Ferlo et le Sine Saloum au sud afin d'assurer la survie du bétail. Ce départ en transhumance entraîne une baisse, voire un arrêt de la production et de la vente du lait. À cela s'ajoutent les revenus limités du lait vendu dans les marchés locaux, où la demande est faible et amène parfois les femmes à verser le lait en cas de mévente. Cela se produit notamment pendant la saison des pluies quand les animaux mieux abreuvés et nourris produisent davantage, alors que la demande est plus élevée pendant la saison sèche et chaude.

L'installation en 2006 de la Laiterie du Berger, entreprise de transformation industrielle de lait implantée à Richard-Toll, a suscité un nouvel intérêt pour le développement de la production laitière au sein des exploitations familiales du département de Dagana.

Une évolution vers un développement territorial intégré

La première phase du projet Asstel (2012-2015) s'est focalisée sur le développement de la production laitière et a pu répondre à plusieurs enjeux : l'amélioration de l'accès à des fourrages et aliments concentrés, la structuration des circuits de collecte permettant d'assurer l'approvisionnement de la Laiterie du Berger, ainsi que l'augmentation et la régularité des revenus des familles d'éleveurs. À cela s'ajoute le démarrage du dialogue multi-acteurs et interprofessionnel à l'échelle du département à travers la mise en place de la plate-forme d'innovation lait.

Le bilan de la première phase du projet, réalisé avec les exploitations familiales d'élevage et celles et ceux qui ont bénéficié des activités mises en place, a mis en évidence d'autres besoins mis à part le renforcement des services fournis aux exploitations, comme par exemple l'appui aux activités économiques des femmes et des jeunes. C'est ainsi que commença en 2016 la seconde phase du projet, avec l'ambition d'ancrer les changements initiés à l'échelle du réseau « d'élevages pilotes » au point d'observer des évolutions dans les pratiques d'élevage et de production laitière. Cette seconde étape a également permis d'enclencher de belles dynamiques socio-économiques autour de la diversification des activités, corrélées à la mise en place du dispositif d'animation villageoise et du programme d'alphabétisation. Les femmes n'avaient jusque-là pas l'habitude de se retrouver au sein de groupements ou dans des activités collectives, et ne s'adonnaient pour la plupart qu'aux travaux domestiques et pastoraux.

LES ACTIVITÉS DU PROJET EN IMAGES



CULTURES FOURRAGÈRES



STABILATION



TRAITE

© S. Darrasse - DCI



COLLECTE

© Kamikazz

3 questions à Mame Coumba Faye, cheffe de projet

Quelle est la singularité du projet Asstel par rapport aux autres projets intervenant dans le domaine de l'élevage ?

Une des particularités du projet est de combiner une approche filière et une approche territoriale, avec l'inclusion d'actions favorisant le renforcement de la résilience des exploitations familiales d'élevage. En effet, outre l'appui à l'amélioration de la productivité laitière (évolutions des pratiques de production, services d'appui et concertation interprofessionnelle), le projet Asstel s'est intéressé aux mécanismes de dialogue multi-acteurs du sous-secteur de l'élevage sous la tutelle du Conseil départemental de Dagana. Ce dernier dispose ainsi d'outils de planification pour être en phase avec le principe de territorialisation des politiques publiques. Le projet s'est également intéressé aux opportunités de gestion de la période de soudure et au renforcement du rôle des femmes dans l'économie de l'exploitation familiale et de la communauté.

Comment les autorités locales ont-elles été impliquées dans l'exécution du projet ?

La mise en place et l'animation de la sous-commission sectorielle de l'élevage ont été un moyen d'impliquer les



autorités locales, notamment le conseil départemental et les onze collectivités territoriales du département de Dagana. Cet espace de dialogue multi-acteurs leur a permis de prendre part à l'ensemble du processus d'élaboration et de validation des documents stratégiques de planification, et notamment plusieurs plans de développement départementaux, dont celui de l'élevage. Les autorités administratives et les services déconcentrés de l'État ont également participé aux réunions du comité de pilotage au cours desquelles les stratégies ont été validées, l'état d'avancement général des activités ainsi que les perspectives présentées et discutées.

Quelles sont les perspectives du projet dans sa troisième et dernière phase ?

On relève quatre axes principaux : d'une part, le renforcement de la structuration et de la gestion des services collectifs d'appui à la production laitière ; d'autre part, l'élargissement de l'alphabétisation à de nouveaux villages, l'extension de l'accompagnement des activités économiques des femmes pour accroître et diversifier les débouchés et les revenus des exploitations familiales d'élevage ; ensuite, le soutien à une meilleure intégration élevage, agriculture et nutrition, et la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles ; et enfin, le renforcement de la concertation interprofessionnelle et territoriale de manière inclusive avec la participation des femmes et des jeunes. Mais l'enjeu central reste le transfert progressif des innovations techniques et organisationnelles vers des structures pérennes.



ALPHABÉTISATION

© S. Darrasse - DCI



ASSOCIATION ÉPARGNE-CRÉDIT

© S. Darrasse - DCI



GROUPEMENTS FÉMININS ET MARÂCHAGE

© S. Darrasse - DCI



CONCERTATION INTER-ACTEURS

© Kamikazz

Portraits d'acteurs et d'actrices

Souadou SOW

Apprenante d'alphabétisation en pulaar, Soutoura

Souadou Sow est une jeune femme de 28 ans qui habite dans le village de Soutoura. Mariée et mère d'un enfant, elle est à la fois éleveuse pilote et animatrice villageoise relais. Elle a également suivi une formation en alphabétisation dans le cadre du projet Asstel. Si Souadou a fait des études jusqu'à l'obtention du brevet de fin d'études moyennes, elle a par la suite été obligée d'abandonner l'école en raison de problèmes administratifs. Avant la mise en route du projet, elle était cantonnée à jouer un rôle de femme au foyer et n'était que très peu associée aux prises de décision dans son ménage.

Aujourd'hui, grâce au projet Asstel, Souadou est en mesure de dispenser des cours d'alphabétisation en langue pulaar. Elle considère qu'elle a pris une nouvelle dimension qui lui permet de s'impliquer davantage au sein de son élevage pilote et son rôle d'animatrice villageoise lui permet d'être en contact permanent avec les habitant·e·s de son village.

Elle a reçu des formations en gestion de période de soudure et a animé des séances de démultiplication avec les habitant·e·s de son village. Souadou est ce qu'on appelle une « animatrice villageoise relais » (AVR) autonome.



Mariata BA

Éleveuse pilote et cheffe de bidon à la Laiterie du Berger, Souyéène

Mariata Ba, mariée et mère de six enfants, est une éleveuse pilote. Elle fait également partie des femmes cheffes de bidon qui représentent 29 % des fournisseurs de lait de la Laiterie du Berger en 2019 (contre 13 % en 2014). Si elle avait l'habitude de partir durant de longs mois en transhumance, Mariata a désormais changé de stratégie. Aujourd'hui, elle parvient à stabiliser un noyau laitier. Les revenus qu'elle tire régulièrement de la vente du lait, ainsi que de son bétail, lui ont permis de construire de nouvelles pièces dans sa maison.



Mariata est une femme leader d'une quarantaine d'années qui a pu voyager au Burkina Faso, à Dakar ou encore à Vélingara, en Casamance, afin de voir les différentes techniques d'élevage développées dans ces zones et de participer aux sessions de formation organisées par le projet.

Grâce aux cours d'alphabétisation qu'elle a suivis, elle s'investit davantage dans l'éducation de ses enfants et les incite à s'impliquer dans les différentes tâches au sein de l'exploitation familiale pour qu'ils puissent assurer la relève. Elle est par ailleurs vice-présidente de l'espace femmes de l'Apess (Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane) au niveau du département de Dagana.



Cheikh Oumar DIALLO

Animateur villageois relais, Pathé Badio

Cheikh Oumar Diallo est un éleveur, marié et père de quatre enfants, vivant dans le village de Pathé Badio. Agé de 44 ans, c'est une personne ressource locale devenue animateur villageois relais (AVR). Ce sont les communautés qui choisissent leur animateur

ou animatrice villageois·e répondant aux critères fournis par le projet. C'est ainsi que Cheikh Oumar a été désigné comme AVR. Il fait aussi partie du réseau des élevages pilotes.

Grâce au conseil à l'exploitation familiale développé par Asstel auprès de ce réseau, Cheikh Oumar a vu son rendement laitier progresser avec une production moyenne journalière sur la campagne 2018-2019 de 27,22 litres pour huit vaches laitières en moyenne.

Avec les cours d'alphabétisation, Cheikh Oumar a pu dispenser près d'une vingtaine de formations en gestion de période de soudure, en santé animale, et en hygiène et qualité du lait. Le sourire aux lèvres, Cheikh Oumar est, selon ses dires, plus calme et plus serein depuis le démarrage du projet Asstel.



Hawa KA

Présidente d'une association villageoise d'épargne et de crédit, Mboundome

Hawa Ka est une femme mariée et mère de quatre enfants qui s'implique dans le développement communautaire depuis de nombreuses années. Elle a obtenu son certificat d'alphabétisation

avec l'Unicef en 2004, avant de dispenser des cours en alphabétisation avec Caritas Sénégal.

Étant présidente d'une initiative économique avec une activité d'emboûche ovine, elle dirige l'Association villageoise d'épargne et de crédit de Mboundom. Grâce à son leadership et son management participatif, son association a enregistré sur la première année l'épargne la plus élevée (à savoir 945 150 FCFA), sur les 20 suivies par le Gret, dont l'épargne moyenne était d'environ 500 000 FCFA. Hawa met un point d'honneur à faire respecter scrupuleusement les règles établies. De son avis, c'est là que réside le succès et la réussite de leurs actions.

Message de quelques-uns de nos partenaires financiers

Pierre SALIGNON



Responsable de la division des Partenariats avec les organisations de la société civile à l'AFD

« La collaboration entre l'Agence française de développement (AFD) et la société civile s'est fortement enrichie ces dernières années, faisant des organisations de la société civile des partenaires incontournables de l'agence. En effet, depuis 2009, l'AFD gère pour le compte de l'État français le financement de projets dont l'initiative relève des organisations de la société civile (OSC) françaises engagées dans la solidarité internationale. Basée sur une enveloppe de subventions allouée chaque année par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette activité reconnaît le droit d'initiative et l'indépendance des OSC. Elle est gérée par la division Organisations de la société civile placée au sein de la direction exécutive de la Stratégie, des Partenariats et de la Communication.

À travers ce dispositif, l'AFD a cofinancé le projet Asstel sur six années consécutives et l'appui devrait se poursuivre à travers un financement plus global dans le cadre d'une convention-programme qui permettra au Gret de poursuivre et de capitaliser sur ses différentes interventions dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest autour des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle. »

Cheikh Saliou DIOUF



Coordinateur pays de la coopération monégasque au Sénégal

« J'ai trouvé le projet très intéressant parce qu'il cherche à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de désertification et de changement climatique, mais également dans une région endémique où les problèmes de pluviométrie et la rareté du tapis herbacé posent vraiment problème. Le Gret a voulu répondre à cette problématique en nous proposant un projet qui va au-delà de la prise en charge des premières préoccupations de l'éleveur, qui sont de nourrir le bétail en essayant de trouver des solutions aux autres problèmes inhérents à la transhumance – c'est-à-dire le déplacement vers des régions où il y a du foin. »

Aujourd'hui, je suis vraiment très satisfait de la mise en œuvre du projet Asstel. Je pense que ces initiatives devaient être partagées avec les acteurs politiques de manière à ce qu'elles soient aussi reprises et développées au niveau national, car c'est ce qui manque aujourd'hui. Le modèle de développement appuyé par le Gret donne de bons résultats, même si des améliorations sont envisageables. Il est anormal par exemple que le Sénégal continue d'importer autant de lait, surtout en poudre, compte tenu de son cheptel bovin. »

TÉMOIGNAGES DES PARTENAIRES TECHNIQUES

Adja SENE



Responsable suivi-évaluation du Centre régional de coordination inter-pays (Cripa) de l'Apess à Thiès

« Le projet Galo a été le premier partenariat de l'Apess avec le Gret au niveau de Dagana. La première phase d'Asstel a permis de le solidifier, avec l'appui au service fourrage et la création de la plateforme d'innovation. La seconde phase d'Asstel était axée sur le développement de la filière bétail et lait. Dans ce cadre, l'Apess n'était pas un bénéficiaire mais un acteur de développement qui agit pour la transformation de l'élevage, par le renforcement des capacités, en lien avec notre vision de l'élevage au sein d'une exploitation familiale moderne. Une vision en phase avec celle du Gret. »

Abdou GUEYE



Responsable de la division Planification de l'Agence régionale de développement de Saint-Louis

« Pour moi il y a deux points forts dans Asstel : d'un côté, les dimensions économiques des interventions et l'amélioration des situations des ménages ruraux appuyés ; de l'autre, la coordination du projet ainsi que les partenariats noués. Ces modèles de développement sont à reproduire dans d'autres territoires.

Il aura fallu six ans d'expérience pour les éleveurs et les acteurs de la filière pour que le lait devienne rentable, en développant des systèmes performants de vente et un élevage compétitif. Il faut capitaliser pour reproduire ce projet, car il est inadmissible que le Sénégal soit importateur en lait, vu le nombre de bovins dont il dispose. »

Christian MARQUESTAUT



Chargé de mission de l'Asodia

« Nous sommes fiers d'avoir participé à ce grand projet. Nous avons mis en place un système de prêt aux éleveurs grâce au fonds régional de développement international coopératif. Sur les dix personnes qui en ont bénéficié, un seul n'a pas remboursé. Les moyens financiers sont à la baisse pour cette troisième phase qui commence, ce qui nécessitera de bien définir les finalités. Cette troisième phase est ambitieuse, avec une dynamique territoriale forte. Les choix doivent être partagés. Nous sommes aussi en discussion avec le Conseil départemental de Dagana, car la région Occitanie a stoppé ses activités en matière de coopération décentralisée, donc nous essayons d'identifier des départements qui pourraient être intéressés. »

Des évolutions de pratiques de production et de systèmes d'élevage possibles

Le département de Dagana est marqué par un contexte assez difficile. Malgré cela, l'expérimentation de modèles technico-économiques de production de l'élevage *via* un dispositif de conseil à l'exploitation familiale a montré que des évolutions dans les pratiques et les systèmes d'élevage sont bien possibles. En effet, celles-ci se traduisent à l'échelle du réseau d'élevages pilotes par :

- la constitution et la mise en stabulation d'un noyau laitier compris entre 4 et 14 vaches laitières ;
- le stockage de fourrages et d'aliments concentrés pour assurer une régularité de la production laitière ;
- la maîtrise du rationnement de l'alimentation du troupeau laitier par les éleveurs, conjuguée à leur capacité à écrire (données de la pesée des aliments et du lait pour ajuster les apports par rapport au niveau de production) ;
- l'augmentation de la production laitière, surtout en saison sèche, qui passe en moyenne de 1,5 à 3,5 litres/vache/jour. Cette augmentation de la production en saison sèche est devenue une tendance depuis 2018. En effet, face aux hivernages de plus en plus catastrophiques, les élevages pilotes planifient les besoins alimentaires du troupeau laitier. Cela témoigne d'une certaine capacité d'anticipation. Ces évolutions de pratiques et de systèmes sont d'autant plus importantes que le prix d'achat du litre de lait par la Laiterie du Berger est passé depuis février 2018 de 225 à 320 FCFA/litre à la suite de l'exonération par le gouvernement sénégalais de la TVA sur le lait pasteurisé.

Des dynamiques prometteuses de renforcement de la résilience des familles

Pour une meilleure prise en compte des femmes dans le projet, des actions susceptibles d'améliorer leur situation sociale et économique – notamment l'alphabétisation et la diversification d'activités économiques – ont été mises en œuvre. Les résultats et effets de l'alphabétisation, qui a concerné 726 personnes dont 604 femmes, ont pu être observés rapidement. En revanche, le suivi des initiatives économiques menées par 856 personnes, dont 842 femmes, est encore trop court pour bien mesurer les effets. Les premiers résultats mettent en évidence des marges brutes intéressantes pour les activités de transformation du lait ou des céréales et l'embouche. En revanche, le petit commerce et la savonnerie sont des activités peu rémunératrices. On note également un fort intérêt des femmes pour le maraîchage qui traduit un changement important pour ces communautés centrées sur l'élevage.

Grâce à l'alphabétisation, les apprenant-e-s parviennent à mieux gérer l'activité de production laitière ainsi que les autres

activités économiques à travers l'utilisation des outils de gestion traduits en pulaar. On observe également une évolution dans la prise de parole des femmes en public lors des réunions ou rencontres mêmes lorsqu'elles sont mixtes. Par ailleurs, le développement des associations villageoises d'épargne et de crédit a été pour les femmes non seulement un moyen de financement des activités économiques, mais aussi un cadre de rencontre régulière qui a raffermi les liens sociaux.

Toutes ces évolutions et dynamiques ont été soutenues grâce à la mise en place d'un dispositif d'animation villageoise relais qui constitue une innovation intéressante à consolider et qui joue un rôle d'interface entre le projet et les communautés d'une part, et de soutien de proximité d'autre part. Les animateurs et animatrices villageoises, en tant que personnes ressources locales, contribuent à impulser les dynamiques villageoises de développement.

Des services d'appui à la production laitière en construction

Le développement des services fourrages et aliments a été initié par le projet en 2013 à travers la mise en place de deux fonds. Le fonds de roulement CSP (Centre de services de proximité) logé à la Laiterie du Berger permettait aux éleveur-euses de s'approvisionner en fourrage au niveau des CSP qui étaient mis en place par le projet. Le fonds de roulement EP (élevage pilote) quant à lui permettait aux éleveurs pilotes de s'approvisionner en aliments à la Laiterie du Berger en fonction du volume fourni. Le projet, en collaboration avec la plateforme d'innovation lait, a appuyé le service de collecte à travers la structuration des axes, la mise à disposition de tricycles et la formation de collecteurs-euses.

La structuration de ces services s'est poursuivie à partir de 2017 au travers de la plateforme d'innovation lait et a consisté à appuyer la coopérative des producteurs laitiers de Dagana, créée en août 2016 par la Laiterie du Berger et l'ONG SOS Sahel,



dans le développement et la gestion de services à ses membres. La coopérative dans sa structuration a repris le découpage des CSP et en a fait des pôles. Ainsi, trois magasins de stockage d'aliments (d'une capacité de 40 tonnes chacun) et trois dépôts fourragers (d'une capacité de stockage de 375 m³) ont été mis en place. Ils polarisent respectivement 33 et 11 villages. Dès lors, 37 % des pôles ont été appuyés avec chacun un nouveau service fonctionnel. Toutefois, ces services n'ayant démarré qu'en mai 2019, il est encore un peu tôt pour mesurer l'équilibre économique ainsi que le niveau de satisfaction des usager·ère·s.

Par ailleurs, les pôles bénéficient d'un service « collecte » qui s'est renforcé. Même si la collecte par la Laiterie du Berger a atteint 1 170 tonnes de lait en 2019 (soit plus de 3 300 l/jour en moyenne) alors qu'elle était autour de 500 litres les deux années précédentes, et de 700 à 950 litres entre 2014 et 2016, il n'en demeure pas moins que la zone du *walo* est restée presque trois ans et demi sans être collectée.

L'accès durable à des services pérennes (alimentation, collecte, formation-conseil) et l'existence de débouchés stables et rémunérateurs sont essentiels pour maintenir les revenus des exploitations familiales d'élevage, mais aussi développer la filière.

Des espaces de concertation à renforcer

Le projet a appuyé la concertation interprofessionnelle à travers la plateforme d'innovation lait qui s'est donnée comme mission de favoriser par les innovations le développement durable des relations d'affaires entre acteurs de la chaîne de valeur lait-local pour son émergence dynamique et inclusive. Elle a permis aux éleveur·euse·s d'avoir accès à des services d'appui à la structuration d'une filière laitière (aliments, fourrages et collecte). La plateforme d'innovation lait a également assuré la coordination de certains appuis des intervenant·e·s sur le territoire. Néanmoins, pour qu'elle fonctionne de manière beaucoup plus inclusive, il est nécessaire qu'elle se dote d'un dispositif d'animation régulière répondant aux besoins de ses membres et qu'elle développe des stratégies de mobilisation de fonds propres.

La sous-commission sectorielle de l'élevage a également été accompagnée par le projet pour favoriser la concertation territoriale. Elle a pour missions de susciter les échanges, de mûrir les réflexions et de livrer des informations pour la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et stratégies d'intervention pour le développement durable du secteur de l'élevage. C'est la raison pour laquelle elle a porté, avec l'appui de l'ARD et en collaboration avec le Conseil départemental de Dagana, le processus d'élaboration du Plan départemental de développement de l'élevage. Cet espace de dialogue multi-acteurs présente également des enjeux de renforcement de l'animation et de recherche de moyens nécessaires à son fonctionnement et à la mise en œuvre du plan.

Au regard de ces enseignements, le grand défi de cette dernière phase du projet est donc de consolider et pérenniser les acquis et de soutenir les dynamiques de changement, dans un objectif de transformation sociale sur le long terme.

QUELQUES DIFFICULTÉS ET LIMITES

Le dispositif de conseil à l'exploitation familiale individuel expérimenté est chronophage et coûteux. Il ne permet un appui conseil qu'à un nombre limité d'exploitations familiales (un·e technicien·ne peut suivre en moyenne 12 exploitations). De plus, les changements sont relativement lents puisque le dispositif respecte les réflexions et le rythme du ménage pour définir et mettre en œuvre le projet de développement de son exploitation. Certains éleveurs ne parviennent pas à valoriser le conseil en raison de l'irrégularité des services d'appui à la production (approvisionnement en fourrage et aliment, et collecte du lait). La phase 3 du projet se propose de renforcer la proximité des services aux éleveur·euse·s et de développer un dispositif de conseil collectif qui s'appuiera sur les élevages pilotes et les animateur·trice·s villageois·e·s relais.

Un système d'appui aux initiatives économiques des femmes long à se mettre en place. La première stratégie d'accompagnement des initiatives économiques ne prévoyait qu'un appui technique. Elle s'est avérée inadaptée en raison des difficultés de mobilisation par les femmes d'un montant financier suffisant pour mettre en place des activités collectives. Il a été nécessaire de développer et de soutenir une dynamique d'épargne-crédit dans les villages, d'accompagner les femmes intéressées dans la définition et l'analyse de la faisabilité de leur projet en mobilisant aussi les animateur·trice·s villageois·e·s et en finançant les projets. La phase 3 du projet devrait permettre une plus grande autonomie de ces activités et une diffusion des résultats pour inciter d'autres femmes à développer à leur tour des initiatives économiques.

Des difficultés d'animation et parfois un manque d'efficacité des espaces de concertation. La faiblesse de l'animation de la plateforme d'innovation lait a entravé son fonctionnement et a rendu difficile la réalisation de certaines actions. L'enjeu pour les trois années à venir est de l'aider à améliorer son fonctionnement et son assise (avec notamment l'inclusion de davantage de femmes et de jeunes) et la mobilisation de fonds propres. Les lenteurs ont été observées dans la validation et l'approbation des documents de planification, ainsi que des difficultés de fonctionnement de deux composantes du système d'alerte précoce et d'information que sont le eSMS et l'alimentation d'un blog à partir d'une base de données. La recherche de moyens pour la mise en œuvre des documents de planification et le fonctionnement des espaces devient nécessaire pour concrétiser les efforts de mobilisation des acteurs du territoire.



Références

Des sources d'information sur notre site Internet

- Fiche projet Asstel 1 : <https://www.gret.org/projet/developpement-de-lelevage-et-structuration-de-la-filiere-laitiere-dans-le-departement-de-dagana-au-senegal/>
- Fiche projet Asstel 2 : <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Fiche-projet-ASSTEL-2-VF2.pdf>
- Le guide de collecteur laitier : <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Le-guide-de-collecteur-laitier>
- Le conseil à l'exploitation familiale d'élevage : un levier pour faire évoluer les pratiques de production laitière : <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Le-conseil-%C3%A0-%E2%80%99exploitation-familiale-d%E2%80%99%C3%A9levage.pdf>

Des vidéos à visionner sur notre chaîne YouTube

- Projet Asstel – Une démarche territoriale de développement de l'élevage au Sénégal : <https://www.youtube.com/watch?v=RD1lfMM-DNGg&t=2s>

- Projet Asstel – Une hausse significative de la production de lait local : <https://www.youtube.com/watch?v=7VWHU8Wpeuk>
- Projet Asstel – De meilleures conditions de vie pour les familles d'éleveurs : <https://www.youtube.com/watch?v=3K4LiYkWmVI&t=2s>
- Projet Asstel – De l'approche filière à l'approche territoriale : https://www.youtube.com/watch?v=VJdZFW_EEFY
- Projet Asstel – Une coopération renforcée entre les différents acteurs : <https://www.youtube.com/watch?v=uAyhan77gZw&t=2s>

Le Gret et l'agriculture

Depuis sa création, le Gret promeut le développement économique et social en milieu rural via l'appui à l'agriculture familiale et aux filières agroalimentaires. Il contribue à l'autonomie et à la résilience des populations rurales, par la mise en œuvre de projets de terrain, l'appui à des partenaires, la conduite de travaux d'expertise, l'animation de réseaux et la production de connaissances. Son approche se fonde sur une intégration des dimensions foncière, productive, économique, commerciale, institutionnelle et politique.

Découvrir les prochaines étapes du projet Asstel :

<https://www.gret.org/projet/acces-aux-services-et-structuration-des-exploitations-familiales-delevage-phase-3/>

Photos : © Gret, sauf mention spéciale

BUDGET DE 3,23 M€ (2012-2019) FINANÇÉ PAR :



Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du Gret et ne peut aucunement être considéré comme étant le point de vue de ses partenaires financiers.

CONTACTS :

www.gret.org

Au Sénégal (Saint-Louis) :

Mame Coumba Faye, cheffe de projet Asstel :
tél. : 00 221 77 682 85 81 / faye-m.senegal@gret.org

En France (Nogent-sur-Marne) :

Cécile Broutin, responsable de programme siège :
broutin@gret.org